

RENFORCER LA DIVERSITÉ MÉDIATIQUE AU LIEU DE SNOBER PARLEMENT ET POPULATION

La pression ne cesse d'augmenter sur le journalisme. Les médias doivent négocier le virage numérique, servir leur clientèle attirée, tout en attirant la jeune génération et mettre sur pied de nouveaux circuits de diffusion. Il serait urgent d'investir, mais l'argent manque, parce que les recettes publicitaires fondent. L'automne dernier plusieurs maisons d'édition ont annoncé de fortes vagues de licenciements. La presse locale, l'investigation et l'analyse critique en sortent perdantes. Sans parler des attaques incessantes et du développement de médias alternatifs par la droite populiste. Dans le monde entier, les fake news et les fausses informations menacent la démocratie, et donc la paix et la prospérité.

Et cerise sur le gâteau, le Conseil fédéral veut réduire la redevance pour la radio et la télévision à 300 francs, soit une perte sèche de 170 millions de francs pour les programmes de la SSR/SRG. Mais notre gouvernement fait l'impasse sur les conséquences de cette coupe radicale : moins d'émetteurs et de rédactions régionales, moins de diversité dans le sport ou la culture.

Les maisons d'édition privées en attendent de plus grandes parts de marché. Or, l'expérience montre que la concurrence médiatique nourrit débats ET consommation médiatique. De plus, des espaces de discussion communs sont indispensables au bon fonctionnement de notre démocratie, de même que des sources d'information sûres pour ses habitant·e·s. Seule manière de leur permettre de codécider et de contrôler l'action étatique. Notre diversité médiatique doit être non seulement maintenue, mais surtout à nouveau renforcée !

C'est ici que la SSR/SRG joue un rôle essentiel : elle encourage la diversité des opinions et propose à tou·te·s les habitant·e·s de notre pays un accès à des informations indépendantes et équilibrées. Ses contenus éducatifs ou culturels, ses émissions de variétés ou sportives renforcent la cohésion nationale, alors que les différentes régions linguistiques sont particulièrement soutenues. Et durant les crises, comme la pandémie du coronavirus, elle est une source d'informations sûre et un rempart contre la désinformation, contribuant ainsi à la sécurité de la population. Qui s'aventure à lui couper les vivres, se montre imprudent.

Les VERT-E-S demandent au Conseil fédéral

- de ne pas snober Parlement et population en démantelant la SSR/SRG par voie d'ordonnance.
- de renforcer la SSR/SRG comme pilier de l'indépendance, de la diversité et de la

qualité de la presse locale de notre pays.

- d'ouvrir la discussion sur la manière de renforcer le rôle de la SSR/SRG dans les régions actuellement insuffisamment couvertes par les médias privés.
- de lancer un vaste débat sur le service public médiatique et les modalités d'une nouvelle concession de la SSR/SRG.
- de soutenir les médias privés, au-delà de leur diffusion, en encourageant davantage des contenus journalistiques de qualité.
- de favoriser le dialogue entre la SSR/SRG et les médias privés afin de renforcer leurs intérêts communs et leur collaboration.
- une reconnaissance claire de la SSR dans le rôle important qu'elle joue en faveur de la démocratie et contre la désinformation.